

# La fonction publique et la réforme de l'État s'émancipent de Bercy

*Secrétaire d'État au Quai d'Orsay, Amélie de Montchalin obtient, à 35 ans, son premier ministère de plein exercice, celui de la Transformation et de la Fonction publique. Un ministère affranchi de la tutelle institutionnelle de Bercy pour la première fois depuis le début du quinquennat.*

Le Président Emmanuel MACRON se résout à donner, au fil de son quinquennat, plus de visibilité à la fonction publique dans les intitulés gouvernementaux et à l'émanciper de la citadelle de Bercy. Lors du remaniement du 6 juillet, le président de la République a en effet nommé une ministre de la Transformation et de la Fonction publiques : Amélie de MONTCHALIN.

Un intitulé qui synthétise ceux des deux principales directions d'administration centrale dont elle aura probablement la charge : la direction interministérielle de la transformation publique (DITP) et la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP).

En mai 2017, le Président avait nommé un ministre (Gérald DARMANIN) chargé de coiffer le budget, la réforme de l'État et la fonction publique. Une forme de tutelle du ministère du Budget sur la fonction publique qui a déplu en général aux syndicalistes, toujours prompts à dénoncer une vision comptable des choses. Le Président de la République avait tout juste consenti, à l'hiver 2017, sur fond de réduction de la taille des cabinets ministériels, à la nomination d'un secrétaire d'État dédié à la libéralisation du cadre statutaire et placé sous l'autorité du ministre du Budget : Olivier DUSSOPT.

## Chantier de la haute fonction publique

Cette grosse réforme a créé une forme de rupture durable avec les syndicats, dont le rôle dans les mutations et les promotions des agents a été largement amoindri. En affranchissant la fonction publique de Bercy, le Président de la République prend le même chemin que l'ex Président de la République, Nicolas SARKOZY qui, lui aussi, au bout de quatre ans de Révision générale des politiques publiques (RGPP) pilotée au plan ministériel à Bercy, en était venu à cette décision, de nommer un ministre de plein exercice chargé de porter deux dossiers : la mise en place de quotas pour la parité dans le secteur public et le sauvetage de la réforme visant à supprimer le classement de sortie de l'ENA.

Dix ans plus tard, Madame Amélie de MONTCHALIN va elle aussi devoir se frotter à la haute fonction publique, pas facile quand on en n'est pas issue. Ce sera son plus gros chantier. Il y aura certainement des arbitrages.

Cette réforme mènera très vite la Ministre de la Transformation et de la Fonction publique au Parlement, puisque ce dossier fait partie des points que la loi de Transformation de la fonction publique, votée en août 2019 sous la houlette de messieurs DARMANIN et DUSSOPT, renvoie à des ordonnances, qui seront probablement examinées à l'automne. Ces ordonnances porteront aussi sur la réforme de la négociation collective et de la santé au travail. À très court terme, La Ministre Amélie de MONCHALIN devra organiser un rendez-vous salarial, initialement prévu le 7 juillet mais reporté pour cause de remaniement.

## **Une promotion rapide**

C'est une promotion rapide pour cette ancienne élève de l'École des hautes études commerciales de Paris (HEC, 2009), qui a été aussi formée à la Harvard Kennedy School of Government, aux États-Unis, qui obtient à sa 35<sup>ème</sup> année, son premier ministère de plein exercice. Cette politique élue pour la première fois députée de l'Essonne en 2017 et entrée dans le deuxième gouvernement d'Édouard PHILIPPE, en mars 2019, en qualité de secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée des Affaires européennes.

Elle fut, entre autres, attachée au cabinet de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Valérie Pécresse. Elle sera par la suite successivement analyste politique à la Commission européenne en 2007, économiste en charge de l'Europe chez Exane BNP Paribas durant quatre ans, adjointe au directeur de la stratégie chez Axa Group en 2014, puis responsable "politiques publiques et prospective", toujours chez Axa Group, en 2016-2017.

À la tête de la Fonction publique, elle remplacera Olivier DUSSOPT avec une promotion comme ministre délégué chargé des Comptes publics.

**Elle aura du pain sur la planche pour restaurer la confiance des agents publics envers leurs administrations et les politiques. Une relation toujours compliquée après plusieurs années placées sous le signe de la contrainte budgétaire. La recherche d'un dialogue social apaisé avec les organisations syndicales du secteur public sera tout aussi difficile mais essentiel.**

**Pour la CFTC, cette nomination doit être accompagnée de tous les moyens afférents à un ministère et attend, entre autre, de cette nomination une amélioration des droits et de la rémunération des agents, de leur condition de travail ainsi qu'un retour à un dialogue social de qualité.**

**La CFTC Centrale Finances suivra avec beaucoup d'attention l'évolution des différents dossiers qui seront examinés par la Ministre de la fonction publique.**

